



LE PEUPLE AUX COMMANDES !

par Sean Kippin

Les dernières élections et la montée du populisme prouvent que le centre gauche perd du terrain. Une politique d'appropriation, qui donnerait du pouvoir aux citoyens en les impliquant dans l'économie et les affaires de l'État, pourrait permettre de relever ces défis complexes.

| Un nouveau programme, centré sur la démocratie, l'appropriation et la participation, s'avère donc nécessaire pour enrayer ce déclin et pour aider ceux qui n'ont pas prospéré dans ce nouveau monde.

La Social-démocratie européenne décline à toute allure. Alors que de nombreux progressistes espéraient que la crise financière déboucherait sur une ère d'hégémonie sociale-démocrate, les partis de centre gauche se sont retrouvés coincés entre la gauche et la droite. Ils ont en outre été confrontés à des partis de centre droit mieux à même de répondre aux inquiétudes culturelles provoquées par 20 à 30 ans de changement social et économique. Les partis populistes et d'extrême

droite ont quant à eux apporté des réponses simples et claires à ces problèmes. Ils ont également rallié de nombreux partisans traditionnellement de centre gauche en Europe.

Dans le même temps, la Social-démocratie contemporaine se débat avec des hypothèses politiques rigides, aujourd'hui désuètes. Dépouillées du soutien des puissants mouvements syndicaux et des structures économiques fortes qui les étayaient, ces hypothèses battent de l'aile.

La politique suit désormais un axe opposant le communautaire au cosmopolite, plutôt que la droite à la gauche. Un clivage s'établit ainsi entre les « gagnants » et les « perdants » de la mondialisation. Un nouveau programme, centré sur la démocratie, l'appropriation et la participation, s'avère donc nécessaire pour enrayer ce déclin et pour aider ceux qui n'ont pas prospéré dans ce nouveau monde.

De nombreuses nations européennes se

#Démocratie Le peuple aux commandes ! Mais à quoi pourraient ressembler ces institutions ?
@se_kip



retrouvent dans cette situation. Le Brexit au Royaume-Uni, la progression de l'AfD en Allemagne, la récente influence de la Ligue au sein du gouvernement italien et la montée de plusieurs partis d'extrême droite en Scandinavie démontrent l'ampleur grandissante des idées réactionnaires liées au passé sombre et regrettable du continent. En attendant, le centre gauche décline et amenuise ainsi les perspectives de changements susceptibles de répondre aux préoccupations matérielles souvent exprimées dans les doléances culturelles.

Si elle s'engage fermement en faveur de la politique d'appropriation et de la construction d'institutions au service d'un tel programme, la gauche pourra sans doute se renouveler et relever les défis du moment. Le centre gauche peut saisir cette opportunité, en cherchant à généraliser le sentiment d'appropriation, en donnant la parole aux citoyens et en les impliquant dans l'économie et les affaires de l'État. S'ils se concentrent sur cette appropriation, les progressistes pourraient avancer des solutions constructives, permettant de tirer un trait sur le sentiment d'impuissance que trois décennies de centre gauche n'ont pas réussi à effacer.

Mais à quoi pourraient ressembler ces institutions ? Plusieurs pistes pourraient être envisagées. Par exemple, avec le soutien des États, la croissance du secteur mutualiste et coopératif, notamment dans la finance, pourrait contribuer à ancrer la finance au niveau local, à prévenir les comportements à risques et à éviter une répétition des événements à l'origine des crises de la fin des années 2000. Afin d'éviter le fléau de l'« accaparement des terres »

qui touche aujourd'hui les États post-communistes, nous pourrions mettre l'accent sur la propriété foncière pour renforcer le sentiment d'appropriation et, par conséquent, le pouvoir des laissés-pour-compte.

La mise en place de véritables services publics ou de services gérés par leurs propres membres offre également un beau potentiel. Les partis sociaux-démocrates doivent profiter de la vague de

“

Les partis sociaux-démocrates doivent profiter de la vague de remunicipalisation.

”

remunicipalisation, qui a permis aux villes de récupérer la gestion de l'approvisionnement en eau, après l'échec et les mauvais résultats enregistrés par les fournisseurs privés. La marchandisation de ce service des plus essentiels devrait poser problème aux partis progressistes, qui s'emploient depuis toujours à couvrir les premières nécessités de la population. Les manifestations organisées dans le cadre de l'initiative Right2Water ont prouvé que l'eau constituait un enjeu politique majeur, offrant aux progressistes l'occasion de démontrer qu'ils accordent plus d'importance à l'intérêt de la population et à la sphère publique au sens large qu'aux intérêts privés.

Les progressistes pourraient saisir cette opportunité en cherchant à assurer une réelle appropriation des réserves d'eau

par les pouvoirs publics et en établissant un conseil représentatif chargé de prendre des décisions cruciales quant à l'approvisionnement, la qualité et la conservation de l'eau. Les mêmes idées peuvent s'appliquer à l'énergie de manière plus générale. L'approvisionnement énergétique pourrait ainsi être organisé de manière à faire entendre la voix du public, à répartir plus largement la propriété des ressources et à refléter cette organisation dans la gouvernance des institutions compétentes. Les coopératives d'énergie renouvelable, qui permettraient d'écologiser l'approvisionnement énergétique du continent et de donner plus de pouvoir aux consommateurs, ouvrent, quant à elles, une autre dimension.

En fin de compte, si le centre gauche souhaite regagner du terrain, des changements doivent s'opérer au niveau institutionnel dans plusieurs domaines. Son malaise repose sur un réel déséquilibre des pouvoirs et sur la perception de ce déséquilibre. Pour enrayer ce déclin, il convient d'adopter un programme axé sur l'appropriation.



> AUTEUR

Sean Kippin est chargé de cours en sciences politiques à l'Université de Stirling. Il prépare une thèse à l'Université de l'Écosse de l'Ouest et est associé de recherche au sein du LSE Public Policy Group.